



Bilan du GT

Cher.e.s collègues,

Chaque année, c'est la même chose : 70 écoles sont sur la sellette ! Mais nous savons aussi que l'administration se donne du mou. Ne soyons pas dupe : dévoiler que 70 classes pourraient être fermées, c'est démontrer que le ministère en ne retirant que 28 postes, ferait preuve de mansuétude !

Que nenni, en retirant des moyens, l'état fragilise encore et encore notre École et nos écoles sur les territoires ruraux qui sont les nôtres et ceux plus urbains. Certes, la démographie parle défavorablement pour nous ! La baisse des effectifs est flagrante et il faudrait être un sacré menteur pour ne pas admettre cet état de fait. Seulement, les priorités ministérielles comme l'inclusion, les attendus de travail, les exigences de la société, et ne sous-estimons pas aussi cette période encore post-Covid, requièrent que l'école se réforme, s'adapte aux mutations sociétales et aux nécessités de notre pays en dérive sociale. Pour cela, le Ministère doit donner d'abord les moyens humains. Ce n'est pas en retirant 28 postes cette année, après les 22 l'année dernière, les 8 et 17 en moins les années précédentes que le ministère permettra à l'administration locale de rassurer les enseignants, les parents et les élus.

Quand hier nous nous insurgions pour un seuil à 27, nous pourrions nous satisfaire d'un seuil qui aujourd'hui gravite à 24 ; avec un E/C en moyenne en Deux-Sèvres à moins de 22 ! Ce serait nier la dégradation des conditions de travail au quotidien que d'accepter ces pertes de moyens humains sans réagir.

Nous demandons que ces moyens humains soient maintenus partout où le besoin s'en fait ressentir. Et aujourd'hui, **toutes** les écoles rencontrent des difficultés éducatives, pédagogiques, sociales, d'inclusions, de territoires qui fragilisent le quotidien et le travail des enseignants. Les conditions que nous connaissons aujourd'hui, nous démontrent que la qualité et la capacité d'accueillir nos élèves chaque jour d'école n'est possible que si et seulement si les effectifs en classe sont tenables. C'est essentiel, et d'autant plus vrai aujourd'hui.

Nous défendrons donc **chaque** école lors du CSA-D avec les arguments qui sont aussi ceux du terrain donc les vôtres. Faites-nous remonter un maximum d'informations même si votre école n'est pas menacée cette année. Cela nous permet de mieux appréhender les logiques territoriales et les problématiques propres à chaque école. Ainsi, L'UNSA-Éducation s'engage à considérer et défendre **toutes** les écoles du département de façon équitable lors du CSA-D du lundi 4 mars.